

Les économistes contemporains, par Jean Weiller, (tiré à part de la revue *Critique*, no 106). Éditions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris (VI^e), 1956

Camille Martin

Volume 32, numéro 3, octobre–décembre 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000192ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000192ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1956). Compte rendu de [*Les économistes contemporains*, par Jean Weiller, (tiré à part de la revue *Critique*, no 106). Éditions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris (VI^e), 1956]. *L'Actualité économique*, 32(3), 537–537. <https://doi.org/10.7202/1000192ar>

Les économistes contemporains, par JEAN WEILLER, (tiré à part de la revue *Critique*, no 106). ÉDITIONS DE MINUIT, 7, rue Bernard-Palissy, Paris (VI^e), 1956.

Dans ce tiré à part du numéro de mars 1956 de la revue *Critique*, M. Jean Weiller établit la position de la pensée économique contemporaine devant la pensée marxiste en analysant un ouvrage de chacun des économistes suivants: Jean Marchal, André Piettre et Daniel Villey. Ce qu'il y a d'imprévu dans la reprise des discussions sur le marxisme, c'est la montée d'une constellation de nouvelles interprétations. Cependant, pour les économistes contemporains, l'influence de la pensée de Marx semble s'être exercée «comme de biais ou indirectement, en fonction de son attirance persistante sur d'autres plans . . .»

Camille Martin

Work and Authority in Industry, par REINHARD BENDIX. Un vol., 6 po. × 9, relié, XXV et 466 pages. — JOHN WILEY & SONS, INC., 440 Fourth Avenue, New York 16, N.Y. (\$7.50)

Le titre même du volume est quelque peu trompeur puisque l'auteur ne se limite point à étudier le problème des relations industrielles en Angleterre, en Russie et aux États-Unis — quelque peu aussi dans l'Allemagne de l'Est — mais décrit également le progrès des activités économiques et sociologiques de chacun de ces pays. Pourquoi l'auteur a-t-il voulu utiliser cette méthode, c'est-à-dire pourquoi a-t-il étudié le problème social de ces pays à la fois sous l'angle économique, sociologique et syndical? Parce que, semble-t-il, il ne pouvait s'y prendre autrement — l'économie politique, la sociologie et les relations industrielles étant trois sciences intimement liées entre elles — pour expliquer la philosophie ou l'idéologie «patronale-ouvrière» de ces nations respectives.

Tout au long de son volume, l'auteur poursuit un but bien précis: montrer au lecteur les diverses philosophies de la direction des entreprises qui ont intrinsèquement pour objectif d'attirer la coopération des travailleurs à l'œuvre de production. Ces philosophies justifient-elles l'autorité, «les droits sacrés», que possèdent les employeurs sur leurs subordonnés? Comment les travailleurs réagissent-ils à ces attitudes, philosophies ou idéologies de la direction? Voilà deux questions auxquelles Bendix essaie également de répondre.

Dans son chapitre sur l'Angleterre, l'auteur montre comment au cours des années 1750 à 1800, les employeurs usaient de cruauté à l'égard de leurs employés. Les industriels anglais étaient alors, dit-il, les seuls représentants de l'aristocratie anglaise et jouissaient d'un pouvoir dictatorial sur la masse. «On relate que dans une certaine manufacture, on verrouillait les portes durant les heures de travail; il était aussi défendu de boire de l'eau, et l'on imposait même des amendes à quiconque laissait une fenêtre ouverte, ou était sale ou encore se lavait, etc.» En 1834, les «Poor Laws» vinrent de nouveau réaffirmer la condition malheureuse de la classe ouvrière. Une ère d'espérance pour la classe laborieuse débuta lorsque Robert Owen entreprit de faire comprendre à l'aristocratie anglaise que de bonnes relations humaines pouvaient contribuer à une augmentation de productivité. Ses théories ou conceptions du travail n'empêchèrent pas les industriels